

# LA PRESSE EN REVUE...

MERCREDI 14 DECEMBRE 2016

## SOMMAIRE

- 1) Une santé à deux vitesses avec la droite
- 2) Les médocs plus...
- 3) Un désastre annoncé
- 4) Ils vont redémarrer
- 5) Un homme sérieux et réaliste
- 6) Elle va voler le pouvoir !



Gérard Diez La Presse en Revue

**I) François Fillon assure qu'il ne veut pas « privatiser l'Assurance-maladie »**



François Fillon, lors de sa première sortie de campagne à Chantenay-Villedieu, dans la Sarthe, le jeudi 1er décembre 2016.  
JEAN CLAUDE COUTAUSE / FRENCH-POLITICS POUR LE MONDE

**Le candidat du parti Les Républicains à la présidentielle répond aux critiques sur son programme dans une tribune publiée par « Le Figaro ».**

Cible d'attaques à gauche et source d'inquiétudes à droite, François Fillon, candidat de la droite pour 2017, tente de déminer la polémique sur son programme en matière de santé dans une tribune au Figaro.fr publiée lundi 12 décembre.

M. Fillon a plaidé durant la campagne de la primaire pour une prise en charge par la « Sécu » des seuls gros risques, les petits étant remboursés par les mutuelles ou assurances privées. Une proposition qui cause du trac à ses troupes quand il s'agit d'en préciser les contours. Interrogé sur les conséquences de son programme sur la prise en charge d'un rhume par la Sécurité sociale, son ancien porte-parole pendant la campagne pour la primaire, Jérôme Chartier, avait ainsi déclaré sur France Inter lundi matin :

*Le rhume, ça dépend de quel rhume. Il faut entrer dans le détail (...) C'est comme ce qu'on appelle la médecine de confort, c'est quelque chose qui n'est pas défini dans le code de la Sécurité sociale. »*

### « Ce modèle craque de toutes parts »

Dans sa tribune intitulée « Ce que je veux pour la Sécurité sociale », François Fillon tente de mettre de l'ordre sur le fond de ses propositions, promettant qu'il n'est « pas question de toucher à l'Assurance-maladie et encore moins de la privatiser ».

« L'Assurance-maladie obligatoire et universelle, pilier de la solidarité, doit rester le pivot dans le parcours de soins dont le médecin généraliste est l'acteur-clé » et « elle continuera à couvrir les soins comme aujourd'hui et même, mieux rembourser des soins qui sont largement à la charge des assurés, comme les soins optiques et dentaires », explique-t-il, sans entrer dans les détails des soins qui resteront couverts.

« Au lieu de regarder les faits, mes détracteurs me soupçonnent de vouloir "privatiser" l'Assurance-maladie et diminuer les remboursements. C'est évidemment faux ! », affirme François Fillon. « Mes adversaires s'érigent en défenseurs de notre

“modèle social” mais ils en sont, en réalité, ses fossoyeurs » car « ils refusent de voir que ce modèle craque de toutes parts, que le chômage, la pauvreté et les injustices se propagent, que les déficits menacent la solidarité nationale », estime encore le député de Paris. Il rencontrera mardi les députés de son camp pour, notamment, aborder cette question.

lemonde.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

## II) Les médicaments coûtent plus cher sur Internet



Crédits photo : François Bouchon /Le Figaro

Par Armelle Bohineust

**Une enquête de Familles Rurales sur le prix des médicaments vendus en ligne montre que, frais de livraison inclus, ils coûtent autant, voire plus, que les médicaments vendus en pharmacie.**

Vous espérez faire des économies en achetant vos médicaments en ligne? Et bien, c'est une illusion, explique l'association de consommateurs Familles Rurales, qui doit présenter ce mardi les résultats de son Observatoire des prix des médicaments vendus sans ordonnance et en libre accès. Selon l'organisme, les prix des pharmacies en ligne sont « faussement attractifs ». « Si les prix sur internet

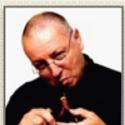
sont moins élevés que dans les pharmacies physiques, les frais de port annulent cet avantage». Pis, à cause des coûts de transport, le prix final du médicament peut même être plus élevé qu'en officine.

Les prix en ligne sont inférieurs de un euro en moyenne aux prix en pharmacie, explique Familles Rurales qui a étudié, les prix de 15 médicaments vendus dans 80 points de vente (39 pharmacies et 40 sites en ligne). Mais, le coût de livraison de ces produits vendus sans ordonnance, tel que l'anti diarrhéique Immodiumcaps ou l'antidouleur Nurofen, s'élève en moyenne à 5,91 euros. Résultat, pour ces petits traitements vendus pour la plupart entre 3 et 5,5 euros, il faut commander au moins six boîtes ou atteindre la somme globale de 60 euros, à partir de laquelle les livraisons sont souvent offertes, pour faire des économies.

C'est beaucoup, surtout alors que «la délivrance de cinq boîtes par médicament est considérée comme un maximum acceptable pour des médicaments sans ordonnance», regrette l'association.

LE FIGARO.fr

### III) Peillon, Macron... Le Parti socialiste va-t-il éviter un nouveau désastre annoncé ?



Par Roland Greuzat  
auteur, chroniqueur

**LE PLUS.** Les candidatures à la primaire de la gauche se multiplient chaque jour un peu plus. Ce dimanche, c'est Vincent Peillon qui s'est dit prêt pour l'Élysée. L'ex-ministre de l'Éducation nationale permettra-t-il d'éviter un nouveau naufrage du Parti socialiste ?

Chronique de Roland Greuzat.



Vincent Peillon à Montpellier le 7 février 2014 (SIPA)

Cette fois il l'a lancée sa campagne, sourd aux suppliques de Cambadélis l'exhortant à se présenter à la primaire de gauche et lui ouvrant si grand les portes de la Belle Alliance Populaire que cela lui faisait courir le risque d'être aspiré par le vide.

Emmanuel Macron s'est définitivement installé dans le paysage du premier tour. On peut être surpris par la mobilisation autour de lui, par la foule qu'il a, sans conteste, attirée pour son premier meeting.

Mais la surprise vint plus de la forme que du fond qui reste, paradoxalement, du Valls soft (même si ce dernier tente d'opérer un virage à presque 180° par rapport à son action primo-ministérielle). Avec juste quelques touches plus droitières histoire de... Emmanuel Macron se présente comme le candidat du travail, dont acte, il lui reste encore à convaincre et ce n'est pas gagné, mais il est vrai que face à François Fillon, cela peut prendre du sens.

#### **Chez Macron, on fait tout pour croire au miracle**

On sait qu'Emmanuel Macron s'en revient des Amériques, pour autant on ne s'attendait pas à ce qu'il en rapporte des manières qui sont loin de nos comportements, de notre culture.

Le final de son meeting parisien tenait bien plus des réunions de télévangélistes américains façon Billy Graham que de la réunion politique. On était tellement dans l'incantation qu'on se demandait s'il était besoin de convier un exorciste, si les malaises n'allaient pas se multiplier au sein d'une assistance en transes, s'il n'allait pas finir par des impositions des mains pour guérir les écrouelles de tout un peuple en attente !

En tout cas, du côté de chez Macron, on fait tout pour croire au miracle.

## Une primaire sur invitation

Même si Jean-Christophe Cambadélis nous assure que sa primaire ce n'est pas open bar, il n'en reste pas moins que les candidatures s'ajoutent les unes aux autres quand les recalés crient à la manipulation et à la malhonnêteté intellectuelle.

Il faut dire que tout le monde étant candidat pour "rassembler la gauche", cela fait beaucoup de rassemblements, "façon puzzle" nous aurait dit Audiard.

De son côté, Jean-Luc Mélenchon veut rassembler lui aussi, mais sans aller se commettre dans cette primaire pour ne pas avoir à soutenir un socialiste qu'il aurait auparavant combattu, cela se comprend.

Faut-il voir dans tous ces appels au rassemblement une occasion perdue de faire le point sur une possible refondation de la gauche à la française ?

On peut toutefois en douter, la prégnance de l'échéance présidentielle gelant toute initiative d'envergure. Ce sera plutôt dans cette défaite annoncée en mai prochain que l'on pourrait envisager une opportunité, encore faudrait-il que ladite défaite soit du genre dérouté pour réellement réactiver les consciences.

## Le PS, un phénix qui se déplume

On l'a déjà dit, c'est un nouveau congrès du PS qui s'annonce pour janvier, on y voit bien plus des motions portées par des petits chefs de courants que de candidats.

Vincent Peillon, pour sa part, représente une certaine forme d'équilibre. Il pourrait être l'homme de la synthèse, évitant ainsi un nouveau naufrage au Parti socialiste.

Ce parti va de désastre annoncé en désastre annoncé, renaissant à chaque fois de ses cendres, tel un phénix, mais un phénix qui se déplume.

La synthèse reste la quintessence, l'élément moteur de ces renaissances successives. Oui, le Parti socialiste est un parti de synthèse, un machin synthétique et comme tout ce qui est synthétique, ce n'est pas naturel, ce n'est assurément pas de la gauche bio.

## Vincent Peillon en trouble fête

D'aucuns, parmi ceux qui ont sous-tendu sa

candidature estiment que Vincent Peillon pourrait bénéficier d'un effet Fillon, ce n'est pas forcément faux, c'est très certainement ce qui a conduit le trio matriarcal de Bondy à l'envisager (Aubry, Taubira, Hidalgo).

La détestation de Manuel Valls est évidente. Si les militants et les sympathisants socialistes ont fait un effort pendant la durée de son primo-ministère, ils se désolidarisent aujourd'hui et lui renvoient toutes leurs rancœurs.

Ailleurs, le temps Montebourg s'épuise, on s'éloigne de plus en plus des 15% de 2011, au point qu'il pourrait bien être devancé par un Benoît Hamon renforcé par les troupes, aussi maigres soient-elles, de Marie-Noëlle Lienemann.

Mais finalement peu importe, il s'agit avant tout de barrer la route à celui qui est aujourd'hui en totale disgrâce, descendu du Capitole pour gravir la roche tarpéienne avant de finir dans le vide. Le TSV, tout sauf Valls, prend corps quand les pères fondateurs du NPS (nouveau parti socialiste) se retrouvent pour mieux se déchirer.

Et pendant ce temps-là, on se déchire aussi sur le front de l'extrême-droite, mais ce différent familial, paradoxalement, intéresse peu son électorat potentiel, tout comme les péripéties financières du mouvement. Il est à craindre que la parole de toute cette fraction silencieuse de l'électorat ne se libère dans les urnes en mai prochain.

[leplus.nouvelobs.com](http://leplus.nouvelobs.com)



[LAPRESSEENREVUE.EU](http://LAPRESSEENREVUE.EU)

## IV) Anomalie des réacteurs nucléaires : la France passera l'hiver au chaud selon EDF

Ludovic Dupin-Journaliste Energie

© Wikimedia commons - Jean-Louis Zimmermann



**EDF assure que sept de ses réacteurs actuellement à l'arrêt pour des raisons de sûreté redémarreront d'ici la fin 2016. La France devrait donc assurer sans difficulté son approvisionnement en électricité pour l'hiver à venir.**

Suite à la décision du 5 décembre dernier de l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) d'autoriser le redémarrage de sept réacteurs nucléaires

mise à l'arrêt pour des raisons de sûreté, EDF a communiqué un nouveau planning de remise en service de ses tranches. Les trois premières unités Dampierre 3, Gravelines 2 et Tricastin 3 seront reconnectés au réseau le 20 décembre prochain. Les quatre réacteurs restants (Tricastin 4, Bugey 4, Tricastin 1 et Civaux 2) devraient redémarrer avant le 31 décembre 2016, assure Philippe Sasseigne, directeur du parc nucléaire en exploitation.

Tous ces réacteurs avaient été mis à l'arrêt au cours du second semestre 2016 par l'ASN suite à la découverte de teneurs trop élevées en carbone dans les fonds de générateurs de vapeur fabriqués par JCFC un sous-traitant d'Areva. Cette anomalie remettait en cause la solidité de l'acier en cas de choc thermique. EDF a dû mobiliser une cinquantaine d'ingénieurs pour mener des examens sur des pièces sacrificielles afin de fournir à l'ASN des dossiers de justification de sûreté.

### Objectifs de production confirmés

Fort de la décision de l'ASN, EDF assure que 90 % de son parc nucléaire sera opérationnel en janvier et février 2016, période pendant laquelle la demande d'électricité est la plus forte. La crainte de tensions sur l'alimentation électrique envisagée par RTE en cas de grands froids semble donc écartée. "Nous confirmons notre objectif de production de 378 à 385 TWh pour 2016 et de 390 à 400 TWh pour 2017", assure Philippe Sasseigne, conformément aux prévisions actualisées le 3 novembre dernier.

EDF doit encore contrôler quatre réacteurs (Fessenheim 1, Tricastin 2, Gravelines 4 et Civaux 1). Fessenheim 1 a été arrêté le week-end dernier. Dominique Minière, directeur en charge du parc nucléaire et thermique d'EDF, assure que sa remise en service pourrait intervenir sous trois semaines. L'électricien historique a demandé un délai pour la mise à l'arrêt des trois autres unités, mais l'ASN n'a pas encore rendu sa décision.

## V) Robotique, travail, revenu de base : comment Benoît Hamon réconcilie modernité et social



Corentin Durand

**Benoît Hamon était ce jeudi l'invité de l'Emission Politique de France 2. L'occasion pour lui de montrer ses forces et ses faiblesses mais surtout d'engager un débat de fond sur le travail. Mêlant réflexion philosophique et sociale, Hamon fait le portrait d'un monde libéré du travail, mais juste. Une idée d'avenir ?**

Nous sommes en mars 2016 lorsque nous interrogeons Benoît Hamon sur la Loi Travail. Avant la débâcle et le 49.3, le débat semble encore possible et Numerama souhaitait alors donner la parole à celui qui tentait d'accompagner par la loi un droit à la déconnexion sérieux et réaliste.

Le député de Trappes et ancien Ministre de l'Éducation est alors connu pour être souvent du côté des frondeurs et porte dès le printemps un discours très critique envers la Loi Travail. Une loi qui ne tardera pas à enfoncer les derniers clous sur le cercueil politique de François Hollande.

Aujourd'hui, Benoît Hamon revient dans la lumière à l'occasion de la primaire de la Belle Alliance Populaire. Jeune, plutôt discret et finalement peu habitué aux rouages médiatiques, le candidat s'offre une visibilité inédite. Ce jeudi soir, l'aboutissement de cette mise en lumière était son passage dans L'Émission Politique. Le programme du service public fait figure de référence pour la présidentielle et est suivi par deux millions de spectateurs en moyenne.



Et malgré les débats qui finissent de dénouer les enjeux des primaires, L'Émission Politique est un bon test pour chacun des candidats, notamment pour les moins en vue. Souvenons-nous que l'émission dédiée à Bruno Le Maire avait enregistré un des pires scores du programme depuis son lancement, l'histoire scellera son destin dès le premier tour du scrutin de la primaire de la droite malgré l'enthousiasme médiatique qui avait pu accompagner sa campagne.

*« Le Fillon de la gauche, discret, sérieux et finalement gagnant »*

En bref, l'exercice du petit écran impose aux candidats les plus discrets un exercice de fond, de forme et d'endurance qui peut les faire retourner à l'anonymat ou au contraire, leur dresser un destin présidentiable. Or celui que les médias imaginent déjà être le Fillon de la gauche, discret, sérieux et finalement gagnant, avait là tout son jeu à dévoiler. Benoît Hamon était forcé de foncer tête baissée au risque de disparaître dans la multitude des candidatures de l'aile gauche du Parti Socialiste.



M. Hamon va-t-il finalement être écrasé par le volubile Montebourg qui se voit déjà comme unique recours face à la gauche légitimiste prête à suivre Manuel Valls ? La partie est loin d'être finie.

Ce qui surprend d'un point de vue strictement politique dans la démarche de Benoît Hamon, c'est de voir qu'il est loin de se laisser reléguer à un rôle de frondeur comme Arnaud Montebourg, il tente au contraire de rassembler sur le fond. Et en cela, sa prestation de jeudi soir a marqué une différence fondamentale avec celui que les sondages voient déjà affronter Manuel Valls au second tour. Or la gauche hamoniste, loin d'être montebourgeoise ou mélenchoniste, est apparue

hier comme revivifiée, modernisée et finalement robuste.

### **Le retour du bon rocardien**

Benoît Hamon a quelque chose de rocardien qui lui colle à la peau et sert son jeu. Le parler vrai est là, l'attention portée à la pédagogie et au fond aussi, ainsi que la modernité toujours assumée dans l'établissement d'une politique critique. Si Manuel Valls s'attache lui aussi à prétendre à l'héritage rocardien, c'est en réalité chez Hamon que l'on en retrouve les fondamentaux du PSU, le Parti Socialiste Unifié des années 1960.

**« Le monde du travail de demain nécessitera un changement de modèle »**

Tout fut dit lorsque le candidat, interrogé sur le travail n'a pas manqué d'asséner que le monde du travail sera dès demain celui d'un affrontement avec la technologie qui nécessitera des choix forts et un changement de modèle. Et c'est alors que M. Hamon déterre une position qui a longtemps été chère à M. Rocard, et à nos colonnes : la taxation des robots.

Nous sommes en 1960 lorsque des groupes antagonistes, qui vont du maoïsme, au réformisme en passant par le trotskisme se retrouvent sous l'étiquette du Parti Socialiste Unifié. Une émanation plurielle qui tente d'insérer entre le PCF et la SFIO déliquescence une alternative à la fois politique et culturelle à une gauche marxiste prise d'un côté dans les procès de l'URSS, et de l'autre dans ceux de l'ignominie algérienne. Pour le dire brièvement, l'expérience du PSU, aussi folle qu'inédite, n'aura finalement duré qu'une vingtaine d'années. Le congrès d'Épinay et l'émergence du leadership de François Mitterrand mettra fin à l'expérience hétéroclite et fascinante du petit parti.



Mais le parti est le début d'une longue bataille culturelle. Les rocardiens y débute leur premier combat. Dans les réunions étourdissantes et groupusculaires, leur première existence politique et intellectuelle se construit. Et celle-ci mènera, il serait difficile de le nier, à une révolution intellectuelle pour la gauche française.

**« Les robots sont l'avenir et nos emplois seront demain, les leurs »**

L'héritage de ces débats reste considérable, que ce soit sur la question de la lutte contre la colonisation, de Mai 68 et plus largement sur la vision d'une société libérée, émancipée et échappant à la tutelle du capital et de l'État. Avec l'autogestion comme pilier de la révolution sociale, le PSU a donné une interprétation nouvelle, radicale et imaginative du marxisme qui s'enfonça alors dans le dogme au PCF. Dans cette ébullition intellectuelle, un certain Michel Rocard remporte une victoire décisive dans le corpus commun de sa clique de gauchistes de tous bords : les robots sont l'avenir et nos emplois seront les leurs demain. De fait, en tant que travailleur, ils doivent contribuer à la redistribution des richesses.



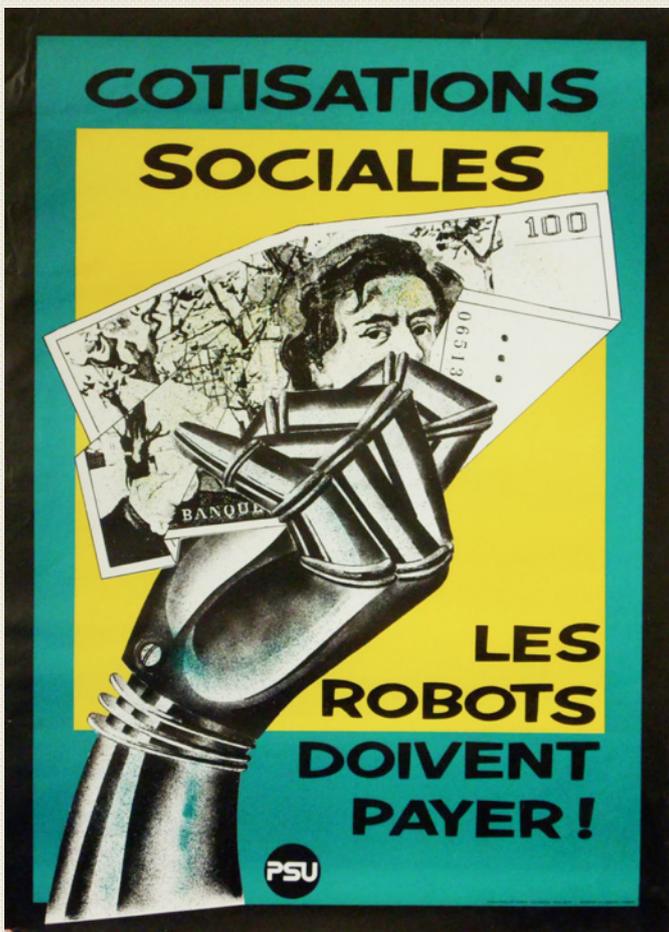
Combien de fois le PSU et ses idéaux ont été moqués par la suite ? Entre les défaites aux élections et puis le ralliement à Mitterrand, cet héritage aurait pu disparaître. Mais la force des idées ne réside pas dans leur capacité à remporter des victoires — mais à durer.

Et nous sommes en 2015, lorsque Michel Rocard, dans les derniers combats de sa vie revient sur ce sujet avec Politis. Il dit alors sur la robotisation,

qu'elle conduit à un nouveau temps de travail : « La réduction du temps de travail va dans le sens de l'histoire. Georges Friedmann, immense sociologue français du travail, emploie dans sa préface à la réédition de 1962 du Travail en miettes l'expression « la fin du travail ». La philosophe Hannah Arendt écrit elle aussi dans les années 1960 : « Ce que nous avons devant nous, c'est la perspective d'une société de travailleurs sans travail, c'est-à-dire privés de la seule activité qui leur reste. On ne peut rien imaginer de pire. » Jeremy Rifkin le dit lui aussi. »

**« Inventer une société où l'accomplissement n'est pas dans le travail »**

Il s'agit alors d'une seule et même question : quel est l'avenir de l'homme dans une société où son travail est effectué par des robots ? Est-ce là la ruine morale que décrivait Hegel ou bien une opportunité ? Pour Rocard et ses héritiers, c'est une occasion de libérer chacun du travail et d'inventer une société où l'accomplissement est ailleurs.



Taxer les robots va dans le même sens que la réduction du temps de travail. Une réduction que le vrai rocardien ne veut pas voir appliquée du sommet de l'État mais toujours dans la concertation, dans l'accompagnement d'une

production vers un autre rythme.

Encore une idée reprise par Hamon ce jeudi qui a mis au clair sa position sur les 32 heures, dont on dit qu'elle est dans son corpus idéologique pour 2017. L'ancien ministre ne renie pas l'objectif mais évacue l'idée d'un mouvement administré par l'État vers la réduction du temps de travail.

Enfin, travailler moins, c'est laisser les robots faire le travail. Et dès lors, pour la survie d'un état providence et d'une redistribution égalitaire, ces derniers doivent payer. Il faut donc que les gains de productivité des robots (ou des algorithmes) mènent à une augmentation de l'imposition des entreprises qui profitent de l'aubaine de la robotisation.



Et derrière le discours social et réformiste sur le travail, il y a bien sûr l'idée d'une autre société. Michel Rocard, toujours dans Politis, concluait sur la réduction du temps de travail sur une anecdote comme il en avait le secret. Il raconte la crise de la sidérurgie de 1967, et évoque des employés qui avaient été contraints de réduire leur temps de travail à 30 heures : « Qu'étaient-ils devenus, ces sidérurgistes ? L'un s'était fait spécialiste des sentiers de grande randonnée. Un autre s'était découvert la vocation de conserver le patrimoine local. Deux ou trois s'étaient mis à la musique et animaient des bals populaires... Tous disaient qu'ils passaient plus de temps à faire ce qu'ils aimaient, à être avec leurs enfants. Bref, qu'ils étaient plus heureux. »

### **Une gauche moderne et sociale ?**

Mais là n'est pas seulement le débat de fond porté par le candidat Hamon. Il va plus loin. Le numérique et la technologies pourraient être les causes futures d'un chômage de masse. Et dans une telle société où la croissance est un mythe oublié et le travail un ordre sapé, il faut de nouvelles protections, un autre rapport à l'argent et à la vie. Cela commence pour Benoît Hamon par une application scrupuleuse du revenu universel qu'il chiffre à 530 € par personne. Soit

plus que le RSA pour chacun.



Benoît Hamon @benoithamon  
Financer le #RevenuUniversel est possible, il faut un système fiscal plus juste et qui tienne compte de la robotisation #LEmissionPolitique

Un revenu minimum pour accompagner une société où la croissance comme le travail sont amenés à se réduire, explique le candidat. Le constant semble crépusculaire : on parle alors d'une société qui comportera un jour peut être plus de chômeurs (ce terme est à débattre de fait) que de personnes avec une activité professionnelle.

Faudrait-il alors le vivre comme un drame ou ouvrir l'opportunité à chacun de vivre décemment ? En profitant du progrès technique pour alimenter la redistribution, il pourrait être possible de laisser les individus choisir une activité qui sera peut être moins rentable, mais qui enrichira chacun d'une autre manière.



La marotte des années 1960 est-elle périmée ou plus que jamais d'actualité ? La question reste posée aux sympathisants de gauche et aux Français. Les débats sont loin d'être finis mais l'hypothèse sociale de Benoît Hamon est suffisamment étayée pour exiger de ses contradicteurs une réponse à la hauteur de celle-ci : pour l'instant, le candidat Fillon est dans la

négation totale de ces phénomènes en proposant d'augmenter le temps de travail à 39 heures.

Enfin, et c'est important qu'en est-il de l'incarnation Hamon de ces idées ? Les démonstrations du candidat sont rapides et logiques. Au fur et à mesure de l'émission il gagne en assurance. Il y a bien des hésitations, un agacement certain à se prêter à un exercice qui, on le sent, ne lui plaît guère... Mais qu'importe après tout que le candidat à la primaire gagne ou perde : ce jeudi soir, des millions de Françaises et de Français ont entendu parler de travail sous un autre prisme que le toujours plus dans un monde où seuls les robots en feront effectivement toujours plus.

[numerama.com](http://numerama.com)

[LAPRESSEENREVUE.EU](http://LAPRESSEENREVUE.EU)

## VI) Comment Marine Le Pen veut prendre le pouvoir

La présidente du FN veut croire que le climat mondial de rejet des élites joue en sa faveur et peut l'aider à atteindre l'Elysée. Lentement, Marine Le Pen entre en campagne. Enquête.



Jeudi dernier à Paris, Marine Le Pen s'offre une immersion au marché de Noël. Image:AFP

Marine Le Pen se fraye un chemin parmi les journalistes. Tous l'interpellent. La présidente du Front national est devenue incontournable. Tout autour, c'est l'attroupement et les voix des quidams. On entend des «Marine présidente!» et des «Marine, elle est bien. C'est la seule qui vient chaque fois nous dire bonjour!» C'est une clameur qui monte de partout en France. De ses profondeurs rurales comme de cet épicerie qu'est l'avenue la plus célèbre du monde, avec son arc de triomphe que Marine Le Pen cherche du regard. Comment le Front national se prépare-t-il au pouvoir? Marine Le Pen peut-elle réellement devenir la huitième présidente de la Ve République? La question est devenue centrale en France. Une hypothèse vécue comme une angoisse alors que la probabilité que Marine Le Pen se qualifie pour le deuxième tour de l'élection présidentielle de 2017 (23 avril et 7 mai) s'est sédimentée dans l'opinion publique ces cinq dernières années.

Jeudi dernier, la présidente du FN prend un bain de foule sur les Champs-Élysées, à Paris. Elle a donné rendez-vous à la presse sous la statue du général de Gaulle. Rien n'est laissé au hasard lorsqu'on veut empiler les symboles avec méthode. «Le marché de Noël, c'est un Paris populaire qui me plaît. Sans les forains, la capitale serait un ghetto de riches et de bobos!» glisse d'entrée celle qui ne veut pas être la présidente d'un parti sulfureux, au passé controversé, où les révisionnistes faisaient le coup-de-poing avec les xénophobes. Non, Marine Le Pen veut être la candidate providentielle qui relève la France, la libère, la rassure.

### **La rose bleue du FN**

«La France ne sera apaisée que par une autorité sereine. Nous sommes pour la justice, l'ordre et la loi!» dit-elle souvent. Chacune de ses prises de parole décline les slogans de campagne, «La France apaisée» d'abord et désormais «Au nom du peuple»! Les politologues appellent cela la diabolisation. Florian Philippot, numéro deux du FN, parle, lui, d'une «profession de foi». «L'idée derrière, c'est qu'il y a le référendum, l'initiative populaire: nous remettons le peuple au centre des décisions.»

Il y a trois semaines, le 16 novembre, rue du Faubourg Saint-Honoré, le Front national inaugure ses locaux de campagne. Ses 380 mètres carrés de bureaux ont été baptisés l'Escale. Car la

rue mène au Palais de l'Élysée. Le clin d'œil est évident. L'ambiance est aussi décontractée que transgressive. Comme cette affiche pastiche de Florian Philippot, le stratège du FN, en James Bond vissant le silencieux sur son flingue. Le FN n'a pas invité la presse pour l'amuser mais pour dévoiler son équipe de campagne et son logo: une rose bleue dont la tige pointue sans épines fait penser à une épée. De part et d'autre «Marine» et «Présidente». La flamme du logo historique du FN a disparu. Dans le nouveau FN, les codes ont changé. «Le Pen» renvoie à Jean-Marie et la présidente est appelée par tous «Marine».

«Dans le langage des fleurs, la rose bleue signifie rendre possible l'impossible. Bien sûr, la rose est une fleur qui a été assimilée à la gauche, le bleu, une couleur qui a été assimilée à la droite. La campagne qui est la mienne vise à rassembler l'ensemble des Français, qu'ils viennent de gauche ou de droite. Ces vieux mouvements ont échoué. Cette rose bleue devient le symbole qui rend possible le redressement de notre pays», explique Marine Le Pen. C'est la cohue. On y croise le député Gilbert Collard comme le vieux grognard du Front Alain Vizard. Vingt-cinq ans de service de presse et déjà en train de moucher un journaliste qui ne s'est pas présenté à lui. A ses équipes, il donne toujours la même consigne: «Soyez fermes sur le fond mais courtois dans la forme.»

Marine Le Pen, elle, est beaucoup plus détendue. «Juste Marine sur les affiches? C'est un message au peuple français qui, lui, m'appelle Marine. Je vais vous faire une confidence: vous aussi vous m'appelez Marine», rit-elle, chaleureuse et radieuse lors de cette cinquante inauguration. Pourtant, les choses n'ont pas toujours été aussi simples. La dernière des trois filles de Jean-Marie Le Pen, qui a dirigé le parti depuis sa création en 1972, est peut-être celle qui était le moins destinée à lui succéder.

### **Succession par défaut**

Il faut lire A contre flots, l'autobiographie de Marine Le Pen, pour le comprendre. Dans un étonnant exercice de sincérité, elle y révèle ses traumatismes, celui de l'attentat contre la famille Le Pen le 3 novembre 1976 ou celui du départ de sa mère Pierrette. Elle dit encore et surtout comment elle s'est investie en politique, à travers le FN, pour protéger et atteindre ce père, si absent. «Cette relation père-fille, c'était à moi de la construire. Je me suis rendu compte que je n'arriverais jamais à faire venir mon père sur mon propre terrain. (...). Aussi le seul moyen de créer

des liens autres qu'affectifs avec lui était d'aller à sa rencontre.»

On y découvre aussi une jeune avocate, hésitante, rejetée par le milieu du barreau parisien. Mais avec rapidement une ambition très claire et une détermination sans faille. «Je pense que le Front national, s'il fut un jour un parti d'extrême droite, est aujourd'hui un grand parti populaire.» Elue présidente du FN en 2011, Marine Le Pen recueille 17,9% des voix lors de la présidentielle de 2012. Cet automne 2016, en restant très discrète, elle a été créditée de 30% des intentions de vote. Et le parti veut croire que rien n'est impossible.

Tout d'abord, le contexte lui est favorable. L'élection de Donald Trump aux Etats-Unis comme le Brexit au Royaume-Uni sont des événements qui renforcent les convictions de la direction du FN. Et il y a surtout le ras-le-bol des Français envers leur classe politique. «Un quinquennat de socialisme de François Hollande n'a rien changé. L'UE fonctionne toujours de la même manière, la politique étrangère est toujours aussi atlantiste (ndlr: inféodée aux Etats-Unis), l'immigration est toujours aussi importante et il y a une absence totale d'indépendance géopolitique et intellectuelle de notre pays, alors que nous sommes la France», résume David Rachline. Le maire de Fréjus et sénateur du Var est aussi le directeur de campagne de Marine Le Pen pour la présidentielle 2017. Immigration, souverainisme, patriotisme: les recettes du FN sont connues, mais en cuisine on travaille désormais différemment.

«Il y a différentes batailles à mener. Celle de la crédibilité d'abord. Nous avons montré à travers la gestion de nos municipalités que nous faisons aussi bien, si ce n'est mieux, que les autres partis», explique le maire de Fréjus. En effet, depuis 2011, le Front national a concrétisé sa percée politique lors de toutes les élections intermédiaires. Il dirige désormais onze villes et a placé quelque 1525 conseillers municipaux. S'y ajoutent ses 22 députés européens, ses 350 conseillers régionaux et ses 59 conseillers départementaux. De quoi permettre au FN de revendiquer une assise territoriale locale, malgré la modestie des chiffres. Il y a en France encore 1580 conseillers municipaux communistes, et surtout quelque 98 000 élus locaux étiquetés à droite et 67 000 à gauche.

### **Les écolos du FN...**

L'autre stratégie de conquête est celle des collectifs thématiques. Ces structures doivent

permettre au FN de s'immerger davantage dans la société civile et d'attirer ainsi de nouveaux électeurs. «On vient de lancer notre douzième collectif: les seniors. Clairement, un parti qui fait 28 à 30% d'intentions de vote doit parler à tout le monde. De plus, la compétence de ses animateurs permet de faire remonter des informations à Marine», explique Florian Philippot. Les enseignants, les agriculteurs, les écolos, les habitants des banlieues comme les usagers de la santé ont leur groupe au FN. Une stratégie de normalisation qui doit permettre au parti, sans alliés, de s'imposer. «Certaines personnes ont, de bonne foi, des préventions contre le FN. Ils craignaient que nos politiques soient discriminatoires. C'est la caricature qui nous est faite», explique Florian Philippot.

Sur le terrain, c'est pourtant le son de cloche de toujours que l'on entend auprès des militants. Il n'est pas agressif pour autant, mais déterminé: «Il faut stopper l'immigration. Pour le travail, pour la sécurité. Pour contrer le terrorisme. On a peur pour nos petits-enfants», nous explique par exemple un couple d'ex-sympathisants du PS. «La marque Le Pen est tellement forte et véhicule un tel message antimigratoire que Marine Le Pen peut faire l'économie d'en parler. Dans un premier temps en tout cas», analyse Jean-Yves Camus.

### **Identité ou économie?**

Pour les politologues interrogés, les chances du FN dépendent du développement de la campagne à venir. Au nord de la France, le FN fait des voix sur son programme économique et sa ligne sociale de préférence nationale. En résumé, les économies faites sur l'immigration permettraient de financer un Etat social fort sans générer des prélèvements fiscaux supplémentaires. «C'est la ligne Philippot, qui se réjouit de débattre avec Fillon pour souligner son programme économique de casse sociale», explique Jérôme Fourquet, politologue à l'institut IFOP.

Dans le sud de la France, c'est davantage la ligne identitaire et ultracatholique incarnée par Marion Maréchal-Le Pen qui fixe les votes. «Là encore, c'est toujours François Fillon qui est perçu comme l'adversaire. Il a commencé à décoller dans les sondages lors de la sortie de son livre Vaincre le totalitarisme islamique» analyse encore Jérôme Fourquet. Le plébiscite du vainqueur de la primaire à droite avec une ligne conservatrice sur les valeurs et libérale sur l'économie fait hésiter le FN sur la stratégie à adopter. Les analystes aussi tangent.

Par contre, tous en conviennent, au moindre attentat, Marine Le Pen peut décoller: «Il y a vingt ans, quand Jean-Marie Le Pen parlait du mélange entre immigration et terrorisme, on pensait que c'était un extrémiste folklorique. Il y a, aujourd'hui, un effet de réalité très fort. Le FN a gagné la bataille des idées, mais est-ce que les électeurs sont prêts à les suivre?» s'interroge Pascal Perrineau, professeur à Sciences Po.

**Tribune  
de Genève**

[tdg.ch](http://tdg.ch)

**A Suivre...  
La Presse en Revue**

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête !  
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog  
[www.overblog.com](http://www.overblog.com)